

Le lundi 19 novembre, le Premier Ministre Édouard Philippe a annoncé l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiants étrangers extra-communautaires, dès la rentrée 2019. Une année de licence coûterait ainsi 2770€ au lieu de 170€, une année de master ou doctorat coûterait 3770€ au lieu de 243€ et 380€ respectivement. La communauté universitaire, dans sa quasi-totalité, s'est exprimée contre cette mesure et, partout en France, se sont mises en place des actions diverses pour lui faire barrage. Finalement, le 24 février la ministre Frédérique Vidal a opéré un recul stratégique, épargnant les doctorantes pour mieux faire passer la hausse en licence et en master.

Nous nous indignons face à cette hausse parce qu'elle est discriminatoire à l'encontre des étudiantes non européennes, mais aussi parce qu'elle participe d'une marchandisation de l'enseignement supérieur et de la mise en place de la sélection à l'entrée de l'université. Cette mesure constitue un précédent inacceptable et, si ce n'est pas le premier, c'est un pas décisif vers la destruction d'un bien public, le droit constitutionnel à une éducation gratuite à tous les niveaux, pilier de notre démocratie

Nous sommes aujourd'hui devant un choix de société. Il s'agit de défendre notre conception de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, qui doit être un espace ouvert à toutes, sans distinction de classe ou de nationalité. Cette ouverture n'est pas accessoire : elle est essentielle à la production du savoir scientifique. Au contraire, l'université que veulent imposer les gouvernements qui se succèdent depuis 2007 et la LRU est une université instrumentalisée à des fins exclusivement économiques. C'est une université qui ne remplit plus sa fonction sociale de création et de transmission d'un savoir autonome, critique et émancipateur.

Marchandiser l'université, à petits pas, c'est tuer à petit feu un des espaces nécessaires à la vie démocratique.

Le 21 mars 2019, à l'initiative de la [Fédération Sciences Sociales Suds](#), nous nous réunirons, pour faire le point sur la mobilisation et tracer des perspectives pour la suite. L'événement est ouvert à toutes, membre ou non de la communauté universitaire : nous sommes toutes concernées. Ce sera l'occasion de faire un premier bilan d'étape des actions menées depuis le 19 novembre 2018, d'analyser l'évolution de la stratégie du gouvernement, notamment après le rapport de "concertation" et la rédaction des décrets. Surtout, il s'agira de réfléchir, ensemble, aux suites à donner à ce mouvement pour une [Université Ouverte](#).

Depuis 10 ans nous n'avons pas su, collectivement, défendre cet espace et son rôle politique et social fondamental. Beaucoup ont renoncé. Il est temps de contre-attaquer et de rouvrir l'Université pour qu'elle remplisse à nouveau pleinement son rôle.